

Déconstruction et reconstruction européenne : L'Église catholique entre ouverture œcuménique et concurrence religieuse

« *C'est une révolte ? – Non, Sire, c'est une révolution* » (Duc de Liancourt)

Il ne fait plus de doute quant à l'influence qu'a eue l'Église catholique en tant qu'acteur actif dans l'effondrement de l'idéologie communiste¹. Pie XII, au sortir de la Seconde Guerre mondiale- aux prémisses de la Guerre froide –, d'abord, cherchait une attitude neutre avant de mettre en œuvre une logique dure envers le communisme, visant à promouvoir l'Europe face à un ennemi commun idéologique, le communisme, et charismatique, Staline. À cette époque, tout l'enjeu pour l'Église catholique est d'éviter que l'Europe de l'est communiste n'échappe au christianisme. Jean XXIII conserve la même impulsion au travers de son encyclique *Pacem in Terris*, qui, en pleine guerre froide, dans la période entourant la crise des missiles de Cuba, convie aux négociations Etats-Unis et l'Union soviétique, permettant l'amorce d'une nouvelle politique et de nouvelles relations diplomatiques entre l'Église catholique et l'URSS. Quant à Jean-Paul II, il va véritablement s'atteler à développer un espace européen et chrétien en proclamant, dès 1979, à Gniezno (Pologne), « l'unité spirituelle de l'Europe chrétienne »², reprise à partir de 1985 sous l'idée d'une Europe et d'une Église à deux poumons afin d'unir ce continent européen scindé en deux blocs idéologiques. Cette attitude papale à considérer constamment cette Europe comme indivisible s'appuie sur trois aspects fondamentaux : d'abord, la défense de la liberté religieuse fait l'objet de toutes les attentions de la part de Jean-Paul II dans ses revendications face à l'Europe de l'est. Ensuite, le pape Jean-Paul II va s'appliquer à remettre sans cesse en question la légitimité des régimes autoritaires en place en Europe de l'Est, en s'attaquant, notamment, aux États qui « fondent leur pouvoir sur l'appareil tout puissant d'un parti unique, par ailleurs inféodé à une puissance étrangère »³. Enfin, l'action papale va s'orienter vers une volonté forte de réintégrer le monde slave en Europe, d'une part, pour réunifier l'Europe en dépassement le schisme religieux intervenu au XI^e siècle et d'autre part, pour relancer le dialogue œcuménique avec les orthodoxes ; mêlant, de ce fait, enjeux politique et religieux. Car, si le rideau de fer mettait à l'abri le christianisme orthodoxe de la concurrence de son penchant occidental, la chute du Mur de Berlin et ses conséquences génèrent, d'une part, l'ouverture à la concurrence religieuse dans cette Europe (ré)unie et d'autre part, la réactivation d'une forme de protectionnisme orthodoxe face aux développements du catholicisme et du protestantisme sur « son » territoire⁴.

La ligne directrice prise par le Saint-Siège n'est pourtant pas moins paradoxale en tendant une main à l'ouverture et à la réunification de la chrétienté, travaillant à la chute du communisme et l'autre à la revitalisation du catholicisme au sein de l'Europe en construction, voire d'une nouvelle évangélisation⁵. Attitude, pour d'aucuns, paradoxale même si, l'une n'empêche pas l'autre. Aujourd'hui encore, des voix se lèvent dans l'Église catholique, notamment en Belgique, comme le Cardinal Godfried Daneels⁶, archevêque de Malines-Bruxelles et primat de Belgique, sur le juste équilibre entre « la connaissance de soi » et l'ouverture à l'autre ; le premier conditionnant le second. Les controverses religieuses récentes ne manquent pas pour ajouter de l'eau au moulin de cet équilibre entre dialogue et « nouvelle évangélisation »

¹ Sainsaulieu, R., « Entre universalismes et particularismes en Europe : le rôle des Églises », dans Vincent, G. & Willaime, J.-P., *Religions et transformations de l'Europe*, Presses Universitaires de Strasbourg, 1993, p. 47.

² Monclos-Alix, C., « Europe chrétienne et géopolitique vaticane », dans Vincent, G. & Willaime, J.-P., *op. cit.*, p. 147.

³ *Ibid.*, pp. 147-148.

⁴ Willaime, J.-P., *Europe et religions. Les enjeux du XXI^e siècle*, Paris, Fayard, 2004, p. 85.

⁵ *Ibid.*, p. 28.

⁶ Émission télévisée sur la RTBF, jeudi 05.02.2009, « Vivre avec ou sans dieux ? ».

comme l'illustre la levée de l'ex-communication de la Fraternité Saint Pie X et de quatre de ses évêques dont, le négationniste, Mgr Richard Williamson. Cependant, cette « nouvelle évangélisation » et cette nouvelle dimension européenne pour l'Église catholique ne se sont pas faites sans heurts, mettant davantage en exergue l'apport du catholicisme à la construction européenne au détriment, le plus souvent, des deux autres pendants de la chrétienté.

L'Europe est-elle chrétienne pour autant ?

Ce débat pose indéniablement la question de savoir s'il est opportun de considérer l'Europe comme chrétienne ou si au contraire, elle est le résultat d'un cheminement long et complexe de reconnaissance des particularités qui la composent.

S'il est indiscutable que la chrétienté a fait vivre l'Europe à son rythme, il ne peut être éludé qu'elle a également participé à la fragmentation de l'Europe géographique, dans un premier temps, marquée des différentes luttes et schismes qui lui sont caractéristiques : schisme Rome-Byzance (1054) ou éclatement de l'Europe de l'ouest au XVI^e siècle par la confrontation entre catholiques et protestants. L'Europe, ainsi coupée du nord au sud se voit ceinturée en méditerranée, dès le VIII^e siècle, par les terres d'Islam. Edgar Morin parle pour sa part d'un « Islam européisateur »⁷ qui rend l'Europe consciente de sa diversité et de sa richesse continentale. Dire que l'Europe est chrétienne est un fait, au même titre qu'elle est musulmane, protestante ou juive, par exemple, car, en effet, prendre une référence religieuse pour justifier une Europe aujourd'hui politique est loin de relever d'un défi insurmontable étant entendu que les institutions religieuses (chrétiennes) étaient, dans les sociétés traditionnelles, l'une des composantes du pouvoir politique de nos sociétés modernes. Néanmoins, la confusion peut exister lorsqu'il s'agit de traiter l'Europe politique comme chrétienne sur base de considérations historiques et la reconnaissance de l'Europe politique d'aujourd'hui comme « unie dans sa diversité ».

La diversité religieuse est, aujourd'hui, une réalité européenne qui ne peut être niée par un référentiel historique réducteur tel qu'une Europe chrétienne. En effet, après la Seconde Guerre mondiale, l'Europe a connu, d'un point de vue religieux de multiples transformations avec, notamment, la multiplication des croyances sur son territoire due, en partie, à l'immigration et à la mondialisation économique. Dans le même temps, les Églises chrétiennes se rapprochent au travers de rencontres œcuméniques mais également, dans le cas de l'Église catholique, tentent de réunir et de réintégrer les tendances divergentes. Enfin, cette Europe dite « chrétienne » a un lourd passé belliqueux contre les Juifs et les musulmans et y faire référence tend à nier ou, à tout le moins, faire fi de cette construction basée sur une relation binaire par la définition d'un ennemi : « eux » et « nous ». En se penchant sur l'histoire européenne, les Juifs, par exemple, durant l'époque médiévale catholique sous l'autorité du Pape et de l'Empereur – et ce, jusqu'au XVIII^e siècle –, sont considérés soit, dans le pire des cas, comme « une conspiration mondiale et cosmopolite qui cherche à dominer l'Europe », soit, comme un peuple sans Empereur⁸. Dans l'histoire contemporaine européenne, la Seconde Guerre mondiale et la Shoah, lourd de ce passé mythique assimilant le peuple juif à ce complot d'envergure mondiale, transforment l'approche européenne de la communauté juive restante. En effet, alors qu'avant la « solution finale », l'Europe était le point géographique central de la communauté juive, après la Seconde Guerre mondiale, ce centre se divise et se déplace vers, d'une part, les Etats-Unis et, d'autre part, Israël.

⁷ Morin, E., *Penser l'Europe*, Paris, Gallimard, 1990.

⁸ Trigano, S., « Juifs et judaïsme en Europe : une morphologie du particulier et de l'universel », dans Vincent, G. & Willaime, J.-P., *op. cit.*, p. 94.

Enfin, considérer l'Europe comme exclusivement chrétienne serait, également, outre méconnaître la diversité religieuse et culturelle de l'Europe, faire l'impasse sur tout le passé humaniste et philosophique de l'Europe.

Vers une nouvelle évangélisation ?

Certes le catholicisme puise ses origines et place le siège de son autorité en l'Europe et dans sa capitale romaine, cependant, aujourd'hui, les centres de gravité de la pratique religieuse catholique et du nombre de croyants ont glissé de l'hémisphère nord, au départ de l'Europe vers l'hémisphère sud tant en Afrique qu'en Amérique latine ⁹. Ce qui change fondamentalement en Europe pour le catholicisme, c'est ce phénomène de déterritorialisation du religieux entraînant toute une série d'actions visant à redynamiser le catholicisme et, dans une large mesure, la chrétienté, non plus exclusivement en termes de démographie religieuse mais en participant aux activités de la société et de l'État, dans leur ensemble. Dans la même logique, l'engagement œcuménique n'exclut pas « de fortes tendances à la reconfessionnalisation » ¹⁰ pour toutes les Églises.

L'Europe a, certes, ouvert la porte à un certain pluralisme externe, notamment, après la chute du bloc de l'est et la reconfiguration post-communiste mais elle n'est pas exempte d'une autre forme de pluralisme marqué par des divisions intra-religieuses. Ce vécu des Églises subissant et vivant ce double pluralisme – interne et externe – n'est pas sans créer des problèmes ; en sachant que les solutions à apporter prennent des directions diamétralement opposées. Les unes visent à regrouper la diversité afin de donner corps à l'unité d'une Église en particulier ; les autres prônent l'ouverture à l'œcuménisme ou aux dialogues interreligieux. Cette attitude que l'on retrouve dans l'Église catholique et les actions du pape Benoît XVI s'inscrivent en droite ligne dans ces deux courants alliant unité et reconnaissance de la diversité et donc, du pluralisme religieux européen.

Cependant, cette construction européenne du pape Jean-Paul II basée sur une représentation de « deux poumons », l'un occidental et l'autre oriental, a provoqué des tensions entre les Églises catholiques et protestantes, en privilégiant un rapprochement catholico-orthodoxe, qui plus est, traditionaliste et conservatrice ¹¹. Le pape Benoît XVI semble avoir cette même lecture européenne que son prédécesseur avec, notamment, cette lettre adressée au nouveau patriarche, Kirill I^e, lors de son élection en janvier 2009, où il met en évidence le rapprochement entre les deux Églises catholique et russe dans la recherche de la paix et le partage de valeurs chrétiennes communes. Peut-on y voir pour autant la revalorisation d'un conservatisme ou d'un traditionalisme dans le catholicisme moins en phase avec le modernisme des Protestants ? La levée de l'ex-communication de quatre évêques ordonnés par Mgr Marcel Lefebvre et la réintégration de la Fraternité Saint-Pie X ne sont-ils pas le signe de cette tendance ? En tout cas, le constat qui peut être tiré est que cette référence papale aux « deux poumons » de l'Europe ouvre une porte à une approche davantage conservatrice orientée vers un œcuménisme catholico-orthodoxe mettant en exergue le retour aux valeurs plus traditionnelles au même titre qu'une revalorisation du christianisme catholique plus conservateur, à l'image du pape Benoît XVI. Dans cet œcuménisme chrétien, un rapprochement entre catholiques et orthodoxes est moins en phase avec l'intégration de la

⁹ Willaime, J.-P., *op.cit.*, p. 86.

¹⁰ *Ibid.*, p. 92.

¹¹ Willaime, J.-P., « Les religions et l'unification européenne », dans Davie, G. & Hervieu-Léger, D., *op. cit.*, p. 303.

modernité de nos sociétés multiculturelles, plurielles et laïques, plus conservateur et traditionaliste que ne l'aurait été la valorisation d'une alliance catholico-protestante. Toutefois, la lecture de plus en plus médiatisée de ce conservatisme marqué par un œcuménisme catholico-orthodoxe va de pair avec la chute du Mur de Berlin et de l'idéologie communiste dans les pays d'Europe de l'est qui alimente, de surcroît, le souvenir du schisme Rome-Byzance culturel et religieux qu'il convient de ne pas reproduire. Autrement dit, il n'est pas « politiquement incorrect » de valoriser davantage un rapprochement catholico-orthodoxe plutôt que catholico-protestant étant donné que le premier est nouveau, meuble et doit éviter que ne renaisse un schisme entre le christianisme oriental et le christianisme occidental tandis que le second n'a pas connu cette fracture due à la Guerre froide, pratiquant depuis bien plus longtemps le « vivre-ensemble » au sein des États de l'Europe de l'Ouest.

Enfin, alors que l'on envisage un parallèle entre construction européenne, « nouvelle évangélisation » et réunification de la chrétienté en Europe, qui, de la construction européenne ou de l'œcuménisme chrétien, a inspiré l'autre ? Tout d'abord, la référence à l'Europe chrétienne a servi de stratégie pour réunir ce que les déchirures et schismes chrétiens ont désuni. En effet, si l'europanisation a permis, entre autres choses, d'enrayer la logique guerrière des États nationaux, de lutter contre l'idéologie communiste et de maintenir un espace géographique en paix, elle a également permis d'insuffler une réconciliation et un œcuménisme chrétien en reconnaissant et en intégrant en son sein des États qui avaient des mémoires religieuses, elles aussi, conflictuelles qu'il fallait réunir : mémoires autant chrétienne que juive ou musulmane, par ailleurs. Ensuite, la reconnaissance de ce rapprochement œcuménique et de cette ouverture, initiée lors du Concile Vatican II (1962-1965), marque, véritablement, le moteur de la réunification chrétienne avec diverses actions mises en œuvre comme le lectionnaire œcuménique ou la traduction œcuménique de la Bible (essentiellement, entre catholiques et protestants). De plus, bon nombre de rencontres œcuméniques et interreligieuses sont organisées comme, par exemple, le pèlerinage en Terre sainte du pape Benoît XVI, en mai 2009 – pour ne citer que la dernière en date. Enfin, ce que l'on peut retenir de cette construction européenne parallèlement à la réconciliation chrétienne – et plus largement à l'intégration du pluralisme religieux en Europe –, c'est que l'europanisation a insufflé une dynamique au sein de la chrétienté et de l'Église catholique visant à prendre une voie similaire à l'unité européenne et ainsi pérenniser le mouvement. Néanmoins, si l'unité chrétienne basée sur le modèle de la construction de l'Europe (économique et, plus tard, politique) semble importante pour les catholiques et les protestants – un peu moins pour les orthodoxes –, celle-ci vise, essentiellement, à montrer la contribution du christianisme à cette unification européenne. Quant à l'Église catholique, elle se trouve tiraillée entre l'ouverture œcuménique et la « nouvelle évangélisation » qui passe non plus exclusivement par une unité chrétienne mais, également, catholique et tague entre revalorisation de la tradition et redéfinition du catholicisme. Ce paradoxe se traduit dans les actions de l'Église catholique qui, en 2000, béatifie Pie IX, auteur du *Syllabus* en 1864, et Jean XXIII, le pape de l'ouverture du dialogue œcuménique et interreligieux et de la réforme de l'Église mieux adaptée à la modernité et plus proche des fidèles – et se poursuit sous le pontificat de Benoît XVI. Cette construction européenne crée, donc, deux attitudes distinctes dans le chef des Églises chrétiennes : elle est à la fois « œcuménogène »¹², en mettant en place de nouvelles rencontres œcuméniques et interreligieuses, et « œcuménicide »¹³, en produisant une reconversionnalisation des Églises chrétiennes.

« À présent, c'est une révolution ? - Non, Sire, c'est juste une mutation »

¹² Willaime, J.-P., art. cit., p. 299.

¹³ Ibidem.

Grégory Piet est doctorant au Département de science politique. Il travaille sur les problématiques "religion et politique" en Europe et a publié, avec les membres de l'unité d'études européennes de l'ULg, un ouvrage sur *La construction européenne, entre idées reçues et faux-semblants* aux Editions de l'Université de Liège.